

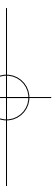
OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Manifeste



DE LA
RÉSISTANCE
À LA CONTRE-
OFFENSIVE

2
euros





QUELLE POLITIQUE POUR LA CLASSE OUVRIERE ?

«De la résistance à la contre-offensive» constitue une analyse des forces sociales et politiques de la France aujourd'hui. Il décrit de façon condensée la politique que nous proposons. Ce document joue le rôle de Manifeste de l'OCML-Voie Prolétarienne pour la période actuelle. Il est la synthèse des débats sur la situation politique que notre organisation a eu ces dernières années.

Les années qui viennent de se passer virent se perpétuer les confusions. Si la « fracture sociale » (les exclus d'un côté, les travailleurs à statut de l'autre) chère à Chirac a rendu l'âme, les intérêts de la classe ouvrière n'émergent pas de façon évidente des conflits de ces dernières années. Un mouvement dit « altermondialiste » s'est constitué ; des travailleurs de l'État se mobilisent comme l'Éducation nationale ; des syndicats plus radicaux se renforcent mais sont peu ouvriers, etc.

Tout cela a occasionné de multiples discussions dans notre organisation et parfois des différences d'appréciation sur la tactique à suivre ou sur l'évaluation de tel ou tel mouvement. Ces discussions ont abouti à une résolution. Elle a été soumise au VI^e congrès de VP qui s'est déroulé en avril 2004 et adoptée avec peu d'amendements de fond ; la discussion révélant une unité importante sur l'analyse de la période.

Ce texte donne des éléments sur lesquels se fondent notre orientation dans notre lutte pour l'unité de la classe ouvrière et la construction de son parti. Il s'adresse principalement aux ouvriers qui se politisent et ressentent la nécessité de construire le rapport de force autour de nos intérêts de travailleurs.

Ces travailleurs se posent de multiples questions pour lesquelles ils n'ont pas de réponses. Ils sont, par exemple, nombreux à réclamer que les directions syndicales impulsent le combat, alors même qu'ils savent qu'elles ont de multiples attaches avec le système capitaliste et ne sont pas prêtes à en bouleverser les fondements. Inversement, ces directions prétendent attendre que le mouvement spontané se lève, alors même que, s'il a lieu, elles s'y opposeront de toutes leurs forces.

Cela apparaît comme un cercle vicieux. La seule façon de le rompre est de construire une nouvelle politique pour la classe ouvrière, une politique indépendante. Une politique, défendue par des franges croissantes de la classe, aboutissant à reconstruire des syndicats et associations défendant réellement nos intérêts collectifs de travailleurs. Mais cette reconstruction n'est possible qu'autour d'une orientation politique claire qui unifiera les militants jusqu'à la création d'un nouveau parti, un parti révolutionnaire, un parti réellement communiste.

Sur la base de ce Manifeste, nous convions les travailleurs et les militants ayant le souci de développer l'affrontement contre la bourgeoisie, dans la lutte pour le vrai socialisme, à travailler avec nous et à nous rejoindre.

Le Comité Directeur de Voie Prolétarienne

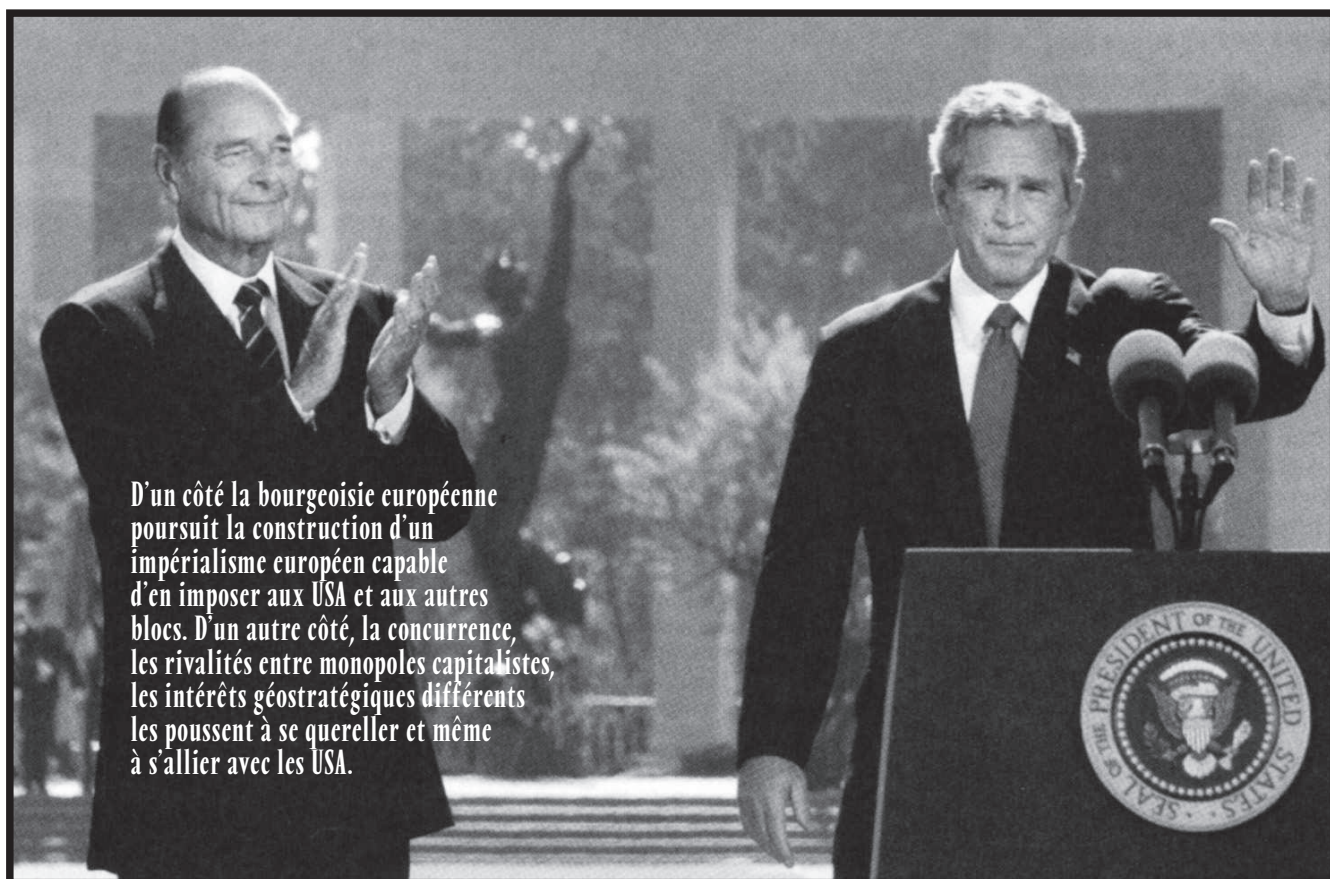
Le système impérialiste paraît ne plus connaître de frein à son expansion. Cette « mondialisation » tend à laminer les conditions de vie et de travail de la grande majorité des travailleurs. Au nom de la concurrence, des exigences de la guerre économique, les peuples et les exploités du monde voient leurs intérêts sacrifiés à ceux du capital. Si les impérialistes n'ont jamais paru aussi arrogants, USA en tête, ils fabriquent les forces et accumulent les contradictions qui minent leurs fondements. Comme l'écrivait Marx, la vieille taupe est toujours à l'œuvre. Mais si le nombre des exploités augmente, si le système capitaliste laisse voir ses contradictions et ses faiblesses et accumule les facteurs de révolte, il ne s'effondrera pas de lui-même.

Les communistes doivent repérer ces forces, définir les amis, les ennemis, et s'organiser. Faire les bilans des expériences passées. Et ainsi tracer un chemin vers la révolution socialiste, vers la fin de l'exploitation, vers l'émancipation de l'humanité, vers le communisme. Nous participons à la résolution des problèmes qui se posent dans la construction de l'organisation des communistes. Une construction qui, elle-même, ne sera qu'une étape vers la construction d'un parti réellement communiste et révolutionnaire. Ce texte débouche sur nos grands axes revendicatifs de la période et nos tâches de l'heure.

LA BOURGEOISIE À

L'OFFENSIVE. La classe ouvrière et tous les travailleurs exploités sont confrontés constamment aux licenciements, aux restructurations permanentes, à la précarité. Les chômeurs voient leur indemnité réduite, la jeunesse est privée d'avenir. Aujourd'hui, la bourgeoisie, la classe dominante, est à l'offensive sur les retraites, sur la Sécurité sociale, sur les indemnités de chômage, sur la formation professionnelle...

En France, comme partout dans le monde, les attaques de la bourgeoisie se succèdent sans discontinuer. Cette classe qui dirige les entreprises, le capital financier et l'État, n'hésite pas, pour défendre ses intérêts minoritaires, à nous mener une dure lutte de classe. Il ne se passe pas de mois sans que le MEDEF (le syndicat du grand patronat) ou le gouvernement n'ouvre un nouveau front et grignote un peu plus les acquis sociaux d'avant 1980. L'arrogant Ernest-Antoine Seillière applaudit à la suppression de jours fériés. Leur objectif est toujours de baisser le coût de la force de travail afin d'accumuler plus vite que les bourgeoisies concurrentes. **La guerre économique fait toujours rage.**



ATTAQUES À L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE.

Cette offensive touche les travailleurs de tous les pays, qu'ils soient dominants ou dominés. Dans les pays dominés, les ouvriers, les employés, les paysans pauvres, la petite bourgeoisie, plongent dans une misère de plus en plus noire, sous le poids de la dette et des attaques des différents clubs impérialistes : FMI, Banque Mondiale, G8, OTAN...

Ces attaques se font au nom de la lutte du bien contre le mal et prennent différentes formes : lutte contre la dictature (qu'ils ont souvent soutenue), contre le communisme, contre l'intégrisme religieux (qu'ils ont souvent favorisé), contre

les dégâts écologiques... Tout est bon pour intervenir. Mais derrière ces prétextes s'impose la réalité : la liberté pour les trusts de piller, de délocaliser, de ruiner les économies traditionnelles, d'exploiter et de faire des profits.

La « mondialisation » c'est surtout cela. La « mondialisation », en tant que phase de l'impérialisme, exprime la rivalité extrême entre regroupements de grandes puissances, États impérialistes et monopoles transnationaux. Leur concurrence peut conduire à une guerre généralisée.

En même temps, la « mondialisation » prépare les bases objectives et matérielles d'une société socialiste à l'échelle de la

planète. Les forces productives se développent, les modes de communication se multiplient, la production se socialise de plus en plus, créant une interdépendance des économies. La «mondialisation» renforce aussi la classe ouvrière au niveau mondial et, par les bouleversements sociaux de toutes sortes qu'elle entraîne, elle crée les conditions pour une révolution contre le système impérialiste.

UNE OFFENSIVE ÉGALEMENT IDÉOLOGIQUE.

Cette offensive est économique, politique, parfois militaire (y compris sous un prétexte «humanitaire»); mais elle est aussi idéologique. L'échec des premières expériences socialistes pèse lourd sur la conscience collective de la classe ouvrière, alors qu'il est historiquement explicable. Mais les capitalistes — patrons, personnel politique à leur solde et médias larbins — s'appuient sur ces revers pour tenter de nous faire croire à «la fin de l'Histoire», à l'impossibilité du dépassement de leur système; à l'impossibilité de l'instauration d'un autre mode de production. Par mille canaux, ils distillent leur mépris pour les prolétaires, pour notre capacité à changer le monde. Ils déversent leur haine du communisme. Pas un jour sans qu'à la télé ou ailleurs, celui-ci ne soit associé au

fascisme. Cela ne fait que traduire leur peur d'un changement de société.

Ce qui est impossible, en réalité, c'est que leur système pourrissant survive encore longtemps aux catastrophes humaines, sociales, écologiques et militaires qu'il engendre. Il ne tient qu'à nous, et à tous ceux qui veulent s'y mettre, de reconstruire une alternative communiste.

CONSTRUCTION D'UN IMPÉRIALISME EUROPÉEN.

En France, la bourgeoisie agit au nom d'une «grande idée»: l'Europe! Ils veulent nous enrôler derrière ce drapeau. Cela se fait au nom de règles qui s'imposeraient comme des lois naturelles. Mais les gouvernements des grands pays impérialistes ne sont pas des pantins aux mains de puissances supranationales, c'est eux-mêmes qui ont fait ces règles. Ils mettent en œuvre, pays par pays, les mêmes mesures qui correspondent aux intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste. D'un côté la bourgeoisie européenne poursuit la construction d'un impérialisme européen capable d'en imposer aux USA et aux autres blocs. D'un autre côté, la concurrence, les rivalités entre monopoles capitalistes, les intérêts géostratégiques différents les poussent à se quereller et même à s'allier avec les USA (comme la



Au plan international, on constate une instabilité croissante et des guerres d'agressions de police impérialiste

Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, lors de la guerre contre l'Irak).

Même si elles ont des contradictions entre elles, les bourgeoisies européennes sont d'accord pour liquider le code du travail qui ne serait pas assez souple, liquider le maximum de secteurs d'État et les statuts des travailleurs qui y sont liés: c'est l'alignement par le bas pour les travailleurs d'Europe. Les travailleurs immigrés (extra-européens) sont les plus visés, avec l'introduction de données biométriques dans les visas, les passeports et permis de séjour, avec la création d'une agence pour la gestion des charters communs d'expulsions.

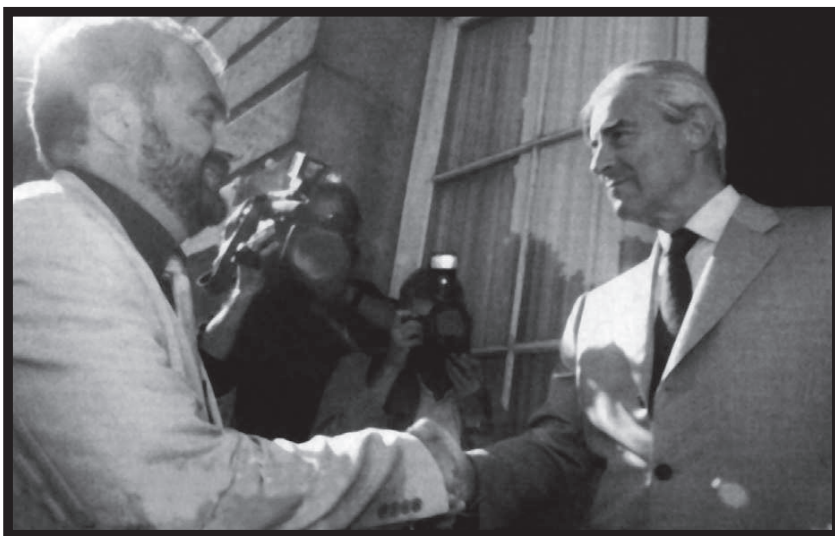
FAIBLESSES DE LA CLASSE BOURGEOISE.

Si la classe bourgeoise française est à l'offensive, c'est que sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite. Elle est réduite comme celle de tous ses concurrents impérialistes. Pendant les trente années qui ont suivi la Deuxième guerre mondiale, le développement de la production et des profits pouvaient aller de pair avec une expansion des marchés et une certaine amélioration des conditions de vie des travailleurs. Ce temps est révolu à jamais. Les capitalistes ne peuvent plus lutter contre la baisse de leurs taux de profit qu'en prenant des parts à leurs concurrents, qu'en augmentant l'exploitation de façon des plus violentes. Nous

sommes entrés dans un époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs. En effet, cette guerre contraint la bourgeoisie à remettre en cause tous les acquis sociaux, à baisser le coût de leur force de travail (droit à la santé, niveau de revenu, retraite), à accroître la précarité, à réduire les prestations-chômage. Cette guerre la contraint à engager restructurations sur restructurations. Au plan international, on constate une instabilité croissante et des guerres d'agressions de police impérialiste. Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la « paix sociale » et brisent les anciennes alliances de classe que la bourgeoisie avait mises en place pour maintenir son pouvoir. Elles brisent aussi les illusions sur la possibilité de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État.

LA CRISE POLITIQUE

SE DÉVELOPPE. La droite classique apparaît ouvertement comme le soutien du MEDEF. Les grands mouvements de grève en mai-juin 2003 l'ont encore démontré. La droite est, de plus, le lieu d'alliances de classes entre des fractions de la bourgeoisie dont cer-



Les dirigeants de la gauche, tout comme les partis de droite, ont servi la classe dominante.

taines sont ouvertement réactionnaires. C'est pourquoi, elle incline le cas échéant à des alliances avec l'extrême-droite. C'est ce qu'oublient ceux qui ont appelé à voter Chirac au second tour des présidentielles. Aujourd'hui au pouvoir, la droite pratique une politique ultra-répressive à l'égard de toute révolte, toute opposition légitime.

L'alternance gauche-droite est en faillite. À la tête de l'État depuis 1981, les dirigeants de la gauche, tout comme

les partis de droite, ont servi la classe dominante. Les contradictions qu'on voit entre le MEDEF et la gauche ne relèvent pas de désaccords sur les buts (la baisse des coûts et la relance du taux de profit) mais sur les moyens d'y parvenir. Le caractère bourgeois, de plus en plus évident, du PS l'a amené à l'échec électoral. Mieux : l'alternance gauche-droite a dérapé aux dernières présidentielles de 2002 et s'est révélée largement usée en faisant le jeu du lepénisme.

Quant au PCF et aux Verts, ils ont espéré, par leurs contorsions, faire croire que leur place au gouvernement de la «gauche plurielle» limitait les dégâts. Mais les mesures qu'ils ont prises quand ils étaient ministres sont allées dans le même sens : pour l'essentiel, baisser les coûts du travail. De grand défenseur de la régulation par l'État, et même d'une socialisation au moyen de nationalisations, le PCF (à travers le ministre des transports Gayssot) à entamé la privatisation d'Air France et de la SNCF. Cela a accentué l'effondrement et la crise du PCF dont la base sociale n'en finit pas de se réduire et dont une partie attendait mieux d'un compromis avec la bourgeoisie. Les Verts ne sont pas en reste : Roulez à vélo, c'est plus écolo ! disaient-ils en renchérissant le fuel. Les

Verts sont restés coincés entre une opposition impossible au gouvernement «gauche plurielle» et un avenir prévisible de notables gestionnaires des dégâts écologiques.

Un réformisme bourgeois. Depuis les mairies des grandes villes, qui rivalisent de subventions et de ronds de jambes au patronat, jusqu'aux plus hauts fauteuils de l'appareil d'État, les dirigeants de la «gauche plurielle» apparaissent de plus en plus pour ce qu'ils sont : un personnel politique de la bourgeoisie. Leur sollicitude pour nos problèmes n'est qu'hypocrisie et électoralisme. Leurs réformes, quand ils gouvernent, sont devenues synonymes de régression sociale : la loi Aubry sur les 35 heures ou la loi Hue-Guigou sur les restructurations ont permis une généralisation de la flexibilité du travail et des licenciements.

Le démocratisme bourgeois est entré en crise lors des élections présidentielles de 2002 en propulsant Le Pen au second tour, à la suite de la chute électorale brutale des deux principaux partis de gauche et de droite. Si l'extrême-droite est devenue une composante électorale importante, ce n'est pas seulement à cause de l'appauvrissement et même de la ruine de couches petites bourgeoises qu'il représente, mais c'est

aussi parce que les milieux populaires sont désorientés par la politique des partis de gauche. Néanmoins, contrairement à ce que certains prétendent, **il n'y a pas de danger fasciste pour le moment, mais une réalité réactionnaire qui se renforce.** La grande bourgeoisie aux commandes de l'État parie tout sur la « mondialisation » et ne veut plus aujourd'hui de repli nationaliste. **Il y a un vrai danger réactionnaire aujourd'hui, mais il est porté par les partis de droite ou de gauche :** ce sont eux qui ont mis en place, ces dernières années, des mesures et des lois très répressives. Ces lois remettent très souvent en cause les libertés démocratiques, les droits des travailleurs et les acquis sociaux.

Lorsqu'ils ne sont pas au gouvernement, les partis de gauche cherchent à prendre appui sur les mouvements d'opposition de masse pour préparer leur retour au gouvernement. Les plus droitiers (le PS, les Chevènementistes) sont souvent dénoncés voire expulsés de ces mouvements ou marginalisés. Ce n'est pas encore le cas pour le PCF et les Verts, mais les masses en mouvements ne leur font plus confiance et exigent bien souvent des garanties (pratique des assemblées générales, contrôle des délégués,...).

UNE CLASSE OUVRIÈRE AUX RÉSISTANCES ÉCLATÉES.

En France, avec 12 millions d'actifs, le prolétariat constitue toujours la grande majorité de la population active. Même si, dans ce pays, il est très affaibli et appauvri après deux décennies de recul. La classe ouvrière agricole et surtout industrielle (6 millions d'actifs) a un rôle économique croissant. Même si ses effectifs ont diminué en France, la classe ouvrière continue à se développer au niveau mondial. Elle apparaît, en France, en ce début du 21^e siècle, comme très désorganisée par les restructurations-délocalisations de l'industrie, par la sous-traitance en cascade, par le vieillissement des ouvriers en fixe. La précarité, le chômage et la flexibilité se sont généralisés. À l'aide de nouvelles méthodes de travail (juste à temps, production allégée, production flexible, programmes-qualité), les patrons tentent de surmonter la baisse du taux de profit. Cela conduit à une standardisation des stocks. Mais il suffit d'une grève dans un petit secteur, ou d'un problème quelconque, pour que toute la machine se grippe. Même pour les travailleurs de l'État, qui se croyaient protégés, la précarisation avance. La classe ouvrière, et plus généralement le prolétariat dans lequel tombent de nouvelles catégories petites bourgeoises, est très segmentée, éclatée.



Les masses en mouvement ne font plus confiance au PCF ni aux Verts et exigent bien souvent des garanties (pratique des assemblées générales, contrôle des délégués).

Les femmes travailleuses ont des rémunérations plus faibles que celles des hommes et subissent les temps partiels imposés. Avec les contre-réformes Balladur en 1993, dans le privé, et Fillon en 2003 dans le secteur d'État, les travailleuses sont condamnées à travailler plus longtemps, à toucher des pensions au rabais, tout en continuant à supporter les contraintes. En même temps, le gouvernement sabre dans les budgets sociaux et veut enfermer les femmes dans la fonction d'épouse ou de mère. Les femmes résistent, participent aux luttes pour les retraites et contre le retour de la morale traditionnelle et machiste.

Au travail fragmenté dans l'usine correspond une vie sociale en miettes. Le chômage et la précarité n'ont pas seulement transformé les conditions de travail et de revenu, ils ont sinistré les quartiers ouvriers et populaires. À la désorganisation des travailleurs dans les entreprises correspond une absence de structures de défense dans les quartiers populaires.

Le mal de vivre a prospéré dans ces quartiers où se concentre le prolétariat le plus pauvre. Les différentes influences de la société bourgeoise engendrent des comportements anti-sociaux (sexisme, racisme, mépris de l'autre, délinquance), des replis communautaires et

le développement de l'intégrisme, mais aussi la révolte — surtout des jeunes, par exemple contre la violence de l'État. C'est sur cette base économique et sociale que « l'ennemi intérieur » est désigné par des lois sécuritaires décidées par les gouvernements successifs. Ces lois n'ont pas pour but de résoudre les problèmes mais de les rendre invisibles et de réprimer les légitimes protestations. La classe dominante cherche à retrouver un consensus, au racisme implicite, avec certaines couches populaires.

ILLUSIONS PERDUES

SONT FORCES NOUVELLES ! Si les idéologues de la bourgeoisie continuent à espérer la fin de sa résistance, la classe ouvrière aspire toujours à la fin de l'exploitation. Elle semblait avoir perdu complètement la conscience de son identité ; en effet, elle a été troublée par le ralliement en particulier du PCF au capitalisme, ralliement qui l'a privée de son indépendance politique. Elle a été désorientée par le révisionnisme moderne qui a permis la transformation de partis communistes en partis bourgeois, entraînant la restauration du capitalisme en URSS, en Chine, en Albanie, etc. Du fait du révisionnisme, le chauvinisme et le corporatisme ont dominé les réactions ouvrières et le syndicalisme, et provoqué le repli sur soi des collectifs de travail-

leurs. Soumis au chômage, aux offensives régulières des médias sur les méfaits du communisme, soumis à un syndicalisme « d'accompagnement » décourageant même la résistance, la conscience collective des travailleurs avait reflué.

Les centrales syndicales ont, en particulier, montré, au fil des attaques de ces vingt dernières années, que leur soumission à l'impérialisme français, leur bureaucratisation et leur corporatisme les empêchaient de proposer des perspectives de mobilisation à la hauteur des offensives bourgeoises, qu'elles soient nationales ou internationales. Cela s'est particulièrement confirmé lors de tous les grands rendez-vous de la lutte de classe, que ce soit en 1995 ou en 2003 et 2004.

Mais cela a été aussi la fin des illusions sur les partis de « gauche », sur le socialisme « irréel », sur la possibilité de collaboration de classe. **C'est une bonne chose, cela force à une nouvelle réflexion sur l'avenir**, et cela montre encore une fois toute l'importance d'un parti communiste et du syndicalisme révolutionnaire.

Mais la vieille taupe est toujours là, creusant sous le sol que les capitalistes croyaient raffermi. Les ouvriers peuvent oublier quelques temps qu'ils sont une classe exploitée. La bourgeoisie le leur

rappelle et certaines luttes-phares, contre les 35 heures-bidons de la gauche et contre les licenciements, amorcent des réponses. Les bilans se font et les mouvements sociaux deviennent plus massifs, plus conscients. Décembre 1995 a marqué un renouveau, principalement dans le secteur public. Mais ce renouveau s'est aussi étendu au privé avec les luttes contre les 35 heures-Aubry, les luttes des regroupements syndicaux contre les licenciements (LU-DANONE en 2001, ACT-DAEWOO-ALSTOM en 2003) et les importantes journées de lutte de mai et juin 2003.

Le discours libéral de la gauche sur les restructurations, comme indispensables à la modernisation des entreprises, a de moins en moins de prise sur les travailleurs. Il devient de plus en plus évident que ces restructurations sont une nécessité sans fin des capitalistes en guerre économique. L'esprit corporatiste de défense de leur seule entreprise est en baisse chez les travailleurs. La lutte contre la précarisation croissante rassemble de plus en plus de travailleurs de différentes catégories depuis les sans-papiers jusqu'aux salariés de la Poste. La

Les mouvements sociaux deviennent plus massifs, plus conscients. Décembre 1995 a marqué un renouveau, principalement dans le secteur public. Mais ce renouveau s'est aussi étendu au privé. Ici, les ouvriers de STMICROELECTRONICS, à Rennes, affrontent les CRS.



revendication de l'embauche stable est de plus en plus présente dans les mouvements ; la lutte contre la précarisation peut devenir rassembleuse.

Le corporatisme au sein des travailleurs est en baisse. Les plus précarisés (chômeurs, sans-papiers, restauration rapide) se mobilisent et se rattachent au mouvement général des travailleurs. Des luttes ont lieu dans toute l'Europe, pour la libre circulation et des papiers pour tous, contre la liquidation des retraites par répartition, pour la réduction du temps de travail. Les conditions pour des luttes unitaires des

travailleurs en Europe n'ont jamais été aussi bonnes, il est temps de s'en saisir. La popularité de ces mouvements, dans les moments forts, va bien au-delà des secteurs mobilisés.

UNE CONSCIENCE

QUI S'ÉVEILLE. La désaffection vis-à-vis du discours bourgeois se traduit aussi politiquement. Le vote d'extrême-gauche, et l'abstention augmentent. De façon générale, il devient plus facile de discuter politique et de s'affirmer anticapitaliste. La conscience croissante de la sauvagerie du capital financier et de la précarisation ne se traduit cependant pas pour



le moment par une mobilisation de la classe ouvrière à la hauteur des attaques. Les luttes parviennent tout au mieux à freiner les offensives de la bourgeoisie. La mobilisation butte sur le manque de structure crédible capable de donner des orientations centrales. Le regroupement de syndicats de base pour la manifestation de juin 2001, mis en place par les syndicalistes combatifs de LU-DANONE, indique la voie à suivre. L'organisation en réseau de lutte interprofessionnel au cours des deux mois de lutte contre la régionalisation et contre la réforme des retraites au printemps 2003, montre d'ailleurs que cette perspective commence à avoir un réel impact dans les luttes. Il restera à faire perdurer ces réseaux au-delà des temps forts de mobilisation.

Dans les cités, dans les quartiers, au niveau des municipalités... le mal de vivre, les agressions policières, etc, engendrent des réactions combatives et organisées : des amicales, des collectifs et associations se créent pour défendre ensemble les intérêts des habitants.

Cette conscience a cependant ses limites. Même pour les franges dirigeantes de ces mouvements, l'ennemi qui est ciblé, c'est le « décideur » immédiat : le patron, l'actionnaire. Sous entendu : l'entreprise pourrait être gérée

autrement sans cette guerre économique et financière. La solution est alors cherchée du côté de l'État à qui l'on demande de museler les patrons. Ces illusions renforcent le poids des gestionnaires de « gauche » qui prétendent concilier l'intérêt des travailleurs avec l'intérêt du patronat au nom de « l'intérêt de l'entreprise », de « la relance de l'économie française » ou encore de la « cohésion sociale ». C'est ce que défend, mais il n'est pas le seul, le PCF qui, s'il a perdu l'essentiel de sa base ouvrière, garde néanmoins des noyaux militants et structure encore l'appareil de la CGT.

TOUS ENSEMBLE ! La relance de la résistance des travailleurs se fait autour des mots clés : « Tous ensemble ! ». Le « Tous ensemble » des exploités, des opprimés, des malmenés. Un « Tous ensemble » qui dépasserait les divisions de ces dernières années et enterrerait les vieilles disputes.

Ce « Tous ensemble » traduit d'abord un constat commun : devant les offensives patronales, la précarité et la mal-vie avancent pour tous. Cet aspect unificateur fonde la perception de deux camps. Le « Nous » : les travailleurs ; et le « Eux » : les patrons, les possédants, les politiciens. à travers ce « Tous ensemble », c'est donc **la recherche d'une unité organisée des travailleurs qui s'exprime.** Cette

démarche rencontre donc notre travail de communistes. Il vise à la construction d'une politique du prolétariat, consciemment anti-capitaliste et porteuse d'une alternative globale. Aujourd'hui pour résister, demain pour prendre le pouvoir.

TOUS ENSEMBLE ? Mais ce « Tous ensemble » est aussi marqué aujourd'hui par la confusion des repères politiques et des perspectives. Le gouvernement et les partis de gauche ne sont pas clairement identifiés comme des ennemis, mais comme des forces instables, voire des corrompus, en qui l'on n'a pas confiance. Ces partis (PCF compris) sont devenus des partis sociaux-démocrates, des partis anti-ouvriers par leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. C'est pourquoi la classe ouvrière, les travailleurs exploités ont besoin de reconstruire un nouveau parti, communiste et révolutionnaire.

UNE PETITE-BOURGEOISIE QUI PROTESTE. La mondialisation capitaliste ne touche pas seulement le prolétariat. Elle touche aussi les autres couches sociales ébranlées par l'évolution de l'économie mondiale, la régression sociale profonde et le rôle de l'État (enseignants, travailleurs sociaux, intermittents du spectacle,...). La jeunesse d'origine petite-bourgeoise n'a bien souvent pas d'autre avenir que la préca-

rité, voire la prolétarianisation. La réactivation des luttes de la classe ouvrière a un écho dans ces milieux. Certains secteurs de la petite-bourgeoisie se tournent vers la classe ouvrière mais celle-ci n'est pas suffisamment forte pour la polariser politiquement.

Cette couche sociale a voté massivement Chirac aux dernières présidentielles, en 2002. En croyant que le nouveau gouvernement en tiendrait compte et cesserait ses attaques, elle garde ses illusions sur le système démocratique bourgeois. La bourgeoisie avait pu ménager cette couche sociale qui était sa base électorale. **Ce système d'alliances de classe de la bourgeoisie relève du passé et s'effrite.**

Ces oppositions nouvelles, qui se qualifient parfois « d'anticapitalistes », ont le mérite de révéler l'ampleur du mécontentement des couches « intermédiaires ». Elles ont aussi le mérite de porter le débat sur des questions qui touchent aux mécanismes fondamentaux de la société capitaliste, et soulève des problèmes (comme celui de la « mal-bouffe », de l'environnement) bien réels et très populaires.

Les protestations de la petite-bourgeoisie en reste aujourd'hui à un réformisme anti-« néo-libéral ». Elles ne remettent pas en cause le fondement économique du



Ces oppositions nouvelles, qui se qualifient parfois « d'anticapitalistes », ont le mérite de révéler l'ampleur du mécontentement des couches «intermédiaires».

libéralisme : le capitalisme. Ces protestations s'expriment à travers des associations, des mouvements comme ATTAC, la Confédération paysanne.

Ces oppositions ont aussi une base syndicale en croissance régulière, en particulier à travers le phénomène des SUD. Il s'agit d'un syndicalisme ouvert aux luttes en dehors de l'entreprise, adepte du « Tous ensemble » et volontiers radical dans son expression et ses actions. Il reste cependant marqué par le corporatisme et l'anarcho-syndicalisme. Étant donné le niveau de la lutte de classe aujourd'hui et l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire, nous ne devons pas avoir d'illusions sur la capa-

cité des SUD à devenir un syndicalisme véritablement révolutionnaire.

Les luttes des sans-papiers, comme celles des mal-logés trouvent un appui important auprès de la petite bourgeoisie. Comme tout mouvement de masse, ces mouvements de soutien sont traversés par une lutte de ligne. S'y exprime d'une part une orientation réformiste qui tend à maintenir les travailleurs en lutte dans une position d'assistés, renforçant ainsi l'influence de la bourgeoisie en leur sein. S'y exprime aussi en opposition, une ligne que nous soutenons et qui cherche à organiser sans-papiers et mal-logés sur des positions de classe, en développant

leur organisation autonome et leur conscience politique révolutionnaire.

Le programme de toute cette mouvance de « nouvelle gauche » est celui de la « résistance », à ce qu'entraînent la « financiarisation de l'économie » ou la « mondialisation » pour certains, ou « l'hégémonie sans partage du marché » pour d'autres... Nulle perspective de socialisme, ni même simplement de rupture avec le capitalisme n'est développée dans leur programme. Les directions de ces mouvements, leurs représentants politiques, leurs idéologues cultivent même, généralement, l'anti-communisme.

Ce réformisme nouveau, politique ou social, propose un renforcement du rôle régulateur de l'État face aux marchés ou au « tout financier ». Il constitue le programme d'une nouvelle alternance à gauche. Ce qui différencie cette nouvelle gauche de l'ancienne au niveau du programme réel est peu important. Cela permet à tous les opportunistes de s'y retrouver, et de passer de l'une à l'autre. Face au dynamisme de ces courants, le PCF oscillait à l'époque de la gauche plurielle entre l'ancienne et la nouvelle gauche, il a tendance aujourd'hui à investir cette dernière. Quant à la LCR, son évolution réformiste s'accroît et elle

en arrive, quelles que soient ses oppositions internes de gauche, à une unité de discours et de pratique avec le très social-démocrate *Monde Diplomatique*.

Il faut se garder de tomber dans une critique sectaire en combattant la dominante réformiste de ces mouvements, et en oubliant ses aspects positifs : révélateurs de questions ou d'enjeux importants, qui entraînent au militantisme une fraction de la jeunesse et mobilise l'intérêt des ouvriers les plus conscients. En effet, on peut débiter en militant dans ces mouvements et en comprendre rapidement les limites réformistes, — si des révolutionnaires y défendent leur politique propre.

ENTRE RÉFORMISME ET RÉVOLUTION.

Les succès électoraux de LO et de la LCR ont donné à l'extrême-gauche un poids politique plus important qu'avant. Leurs succès ont manifesté un renouveau de mobilisation politique, ce qui a stimulé l'émergence d'une conscience politique dans les milieux populaires. Malheureusement, « extrême-gauche » n'est pas synonyme de révolutionnaire. **Les groupes trotskistes qui la constituent sont tous largement pénétrés de réformisme.**

Le réformisme de la LCR se confirme d'année en année. Les propositions de la LCR convergent toutes vers un aménagement du système, un capitalisme régulé, un capitalisme illusoire débarrassé de la misère. Dans les mouvements de lutte, cela se traduit politiquement par une attitude conciliatrice, voire complice avec les forces dirigeantes de l'ex-gauche plurielle. Et quand la LCR a un rôle dirigeant (dans SUD ou ATTAC), elle tient le même discours. Cette convergence s'est clairement montrée lorsque la LCR a participé à la panique démocratique générale et appelé, en avril 2002, à voter Chirac aux dernières présidentielles.

Lutte Ouvrière, absente de ces mouvements, est néanmoins la principale force d'extrême-gauche dans les entreprises. Elle organise une frange de travailleurs en rupture avec le PCF et hostile à la gauche plurielle. Mais les thèmes qu'elle défend ces dernières années sont de plus en plus marqués par le réformisme. La « réquisition des entreprises qui font des bénéfices et qui licencient », « l'ouverture des livres de compte », tout comme « l'interdiction des licenciements » sont autant d'axes visant, de l'aveu même de LO, à **muser le capital plus qu'à préparer son renversement.**

Pour LO comme pour la LCR, la prise du pouvoir, les transformations révolutionnaires, sont des perspectives qui s'éloignent, remplacées par des tas d'étapes sur l'aménagement de la démocratie et du capitalisme. Ce réformisme de LO et de la LCR se marie avec leur opportunisme de toujours vis-à-vis de la direction du PCF. Cela s'est particulièrement vu lors de la manifestation du 16 octobre 1999. En effet, ces organisations ont défilé avec le PCF contre les licenciements et le patronat, sans dire un mot sur la généralisation de la flexibilité que la loi des 35 heures allait instituer et que les députés du PCF allaient voter quelques jours après.

Ces organisations sont cependant parcourues de contradictions. Des fractions constituées y existent, oscillant entre le réformisme et des positions plus révolutionnaires. Contrairement à ce que nous avons cru, les velléités de construction indépendante suite au mouvement de décembre 1995 n'ont pas eu de lendemain. Les divers regroupements, qui sont alors apparus, aspiraient à un parti de classe ; mais ils se le représentaient comme un rassemblement de forces sans orientation politique nette. Cette absence de démarcation politique a conduit les uns à leur stabilisation à LO et les autres à leur investissement dans la LCR.



La construction d'une unité de classe c'est, entre autres, l'organisation de rencontres entre travailleurs de différents pays.

Les franges les plus conscientes de la démarcation avec les réformismes, par ailleurs, se refusent à se situer dans la perspective de reconstruction d'un parti révolutionnaire. C'est le cas des mouvements de résistance les plus avancés qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme ou, tout simplement, d'un syndicalisme radical. Leur volonté de lutte radicale, leur défiance à l'égard des partis traditionnels, leur valorisation de l'action directe et immédiate se marient avec le refus d'une alternative portée par un parti d'avant-garde.

De façon générale, aussi bien les courants trotskistes les plus radicaux que les anarcho-syndicalistes se nourrissent

de l'impossibilité de penser en terme d'alternative politique au capitalisme. Il est vrai que nous sommes à une époque marquée par l'échec des tentatives de transition socialiste, échecs fortement exploités par la bourgeoisie. Cette impuissance conduit à valoriser à l'excès les résultats concrets de la lutte, aux dépens de la construction d'un programme alternatif à long terme. Pour eux donc, la lutte immédiate est tout et le but final n'est rien, c'est ce que nous appelons l'anarcho-syndicalisme.

NOS TÂCHES POLITIQUES AUJOURD'HUI.

L'accumulation des facteurs de révolte, l'aggravation des contradictions du capitalisme, le discrédit croissant du système capitaliste et de la démocratie bourgeoise, tout cela est positif mais ne peut spontanément déboucher sur une révolution. La classe ouvrière a besoin de se renforcer en unité, en organisation et en conscience et cela ne se fera pas sans la formation d'une organisation politique révolutionnaire qui porte les intérêts des ouvriers et travaille au renforcement de leur classe. **Cette organisation, c'est un parti communiste.**

La construction d'une unité de classe est un objectif vaste et multiforme. C'est la reconstruction d'associations de lutte de type syndical ou politique dans les entreprises et les quartiers. C'est la reconstruction d'une culture, d'une presse ; c'est la renaissance de solidarités de voisinage face à la dureté de la vie. C'est l'organisation de rencontres, de convergences, entre travailleurs de différentes entreprises, de différents pays pour faire renaître des solidarités de travailleurs. C'est pourquoi nous avons soutenu la lutte des femmes de Rawa en Afghanistan, et soutenons la lutte des femmes dans les quartiers populaires.

Mais la clé de voûte de cette construction est la formation d'un parti **communiste**. En son sein, les travailleurs les plus conscients y forgeront ses positions et s'organiseront pour les mettre en œuvre. Le parti communiste devra être un intellectuel collectif structuré et non une armée obéissant au doigt et à l'œil à un chef. C'est dans cette perspective que notre organisation, *Voie Prolétarienne*, s'est engagée. Avec un travail systématique et de longue durée, afin que les travailleurs les plus conscients s'organisent dans leur organisation révolutionnaire, qu'ils y forgent les positions prolétariennes et qu'ils les mettent en œuvre. Par une attitude critique et auto-critique, chaque membre a une responsabilité pour le développement de l'organisation. En faisant en sorte que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Le style de travail, de réunion, d'échange, les modes de direction que nous essayons de mettre sur pied combinent la démocratie et le centralisme.

Notre combat contre le système capitaliste se traduit par notre présence, à la mesure de la taille de notre organisation, dans les luttes de travailleurs. Luttes de résistance qui se situent aujourd'hui dans une dynamique où la



« C'est Chirac et le PS qui ont fait monter Le Pen ! Ce sont des incendiaires, pas des pompiers !
Travailleurs, travailleuses ! Sauvons-nous nous-mêmes ! »

classe ouvrière reconstitue son identité. Nous visons dans chacun de ces mouvements à favoriser l'unité de classe sur une orientation de lutte remettant en cause le système capitaliste. Notre perspective étant une société libérée de l'exploitation et des oppressions. Une société communiste.

Notre journal ***Partisan*** occupe une place centrale dans notre propagande multiforme. Face au rouleau compresseur des médias, nous avons besoin d'une presse qui dise la vérité et dénonce les mensonges et les manipulations de la presse bourgeoise. Il ne s'agit pas seulement de se faire l'écho des luttes, mais de s'appuyer sur les expériences passées

pour en faire un guide pour l'action. Nous voulons faire de *Partisan* un creuset où se construit et se développe un point de vue de classe qui oriente les combats contre la bourgeoisie.

Construire un point de vue de classe demande un travail théorique sur la base des acquis du marxisme-léninisme. La formation d'une organisation communiste impose un point de vue clair sur toutes les importantes questions posées par la lutte de classe dans les conditions actuelles (dégénérescence des pays socialistes, mondialisation, influence des médias de masse...). Ces études sont publiées dans notre organe théorique *La Cause du Communisme*.

Notre école politique forme les nouveaux militants et sympathisants à l'économie, à l'analyse de classe, au matérialisme dialectique et historique. Il s'agit d'enseigner un mode de penser et d'action rompant avec la métaphysique et l'idéalisme bourgeois. Le but étant d'unifier des camarades dans un fonctionnement collectif et de les rendre capable de réflexion et d'action autonomes. Chacun, quel que soit son niveau, doit pouvoir apporter sa pierre et progresser dans sa compréhension du monde et sa capacité à le transformer. Mais la meilleure école est dans la confrontation avec la réalité, dans

la lutte de classe, où sont mis à l'épreuve des analyses, des mots d'ordre et des orientations. C'est dans le bilan de nos succès et de nos échecs à transformer la réalité, que nous nous formons comme communistes et que nous élaborons **un programme politique pour la prise du pouvoir**.

Nos objectifs se fondent sur les intérêts de la classe ouvrière : mener la lutte de classe contre les capitalistes et leur État. Mais bien des couches sociales, au-delà de la classe ouvrière, sont victimes du capitalisme. Jour après jour, l'exploitation, l'oppression suscitent des protestations, des résistances et des luttes. C'est au parti révolutionnaire d'orienter ces combats pour les faire converger vers une lutte anti-capitaliste. Car ce que l'on gagne dans les luttes partielles, locales, peut toujours être repris par les capitalistes. Le véritable succès de ces luttes sera l'union grandissante des travailleurs. L'expérience a prouvé maintes fois que le capitalisme ne peut être aménagé (« à visage humain »), et que la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder tranquillement des richesses qu'elle a acquises par notre exploitation. **Son État en est le gardien, il maintiendra à tout prix son ordre.**

NOS TÂCHES POLITIQUES DE DEMAIN.

La révolution n'est pas un putsch mené par quelques groupes armés. C'est un moment violent où la classe ouvrière et les autres travailleurs exploités renversent la classe bourgeoise dominante et brise son État. C'est la condition pour fonder une nouvelle organisation sociale collectiviste dirigée par un nouvel État s'appuyant sur les Conseils de travailleurs d'entreprises, de quartiers et de communes. Ce «demi-État», puisqu'il sera de plus en plus pris en main par tout le prolétariat jusqu'à sa dissolution, développera de nouvelles relations sociales fondées sur la coopération, l'entraide et la répartition selon le travail de chacun. Ce qui signifie une nouvelle culture, une nouvelle éducation rejetant les valeurs capitalistes d'exploitation de l'homme par l'homme, de concurrence, de guerre économique...

La société collectiviste en construction développera une large démocratie de masse comme s'en développe aujourd'hui dans les luttes: coordinations de lutte, comités de grève et assemblées générales. C'est dans ces conditions que doit s'exercer la direction de la classe ouvrière qui vise à abolir toutes les formes d'exploitation, d'oppression, qu'elles soient de classe ou de sexe. Toute forme de domination,

que ce soit celle du travail intellectuel sur le travail manuel ; de la ville sur la campagne ; des dirigeants sur les dirigés ; des hommes sur les femmes...

Mais sous le socialisme, les classes existent encore et la lutte de classe continue. Les retours en arrière sont toujours possibles. L'expérience est encore là pour le prouver : la Commune de Paris en 1871, la Révolution d'Octobre en 1917, tout comme la Révolution chinoise en 1949, avec pour sommet la Révolution Culturelle de 1966-69, ont été de grands moments révolutionnaires. Mais, en URSS et en Chine, les faiblesses théoriques et les erreurs commises ont abouti au retour de dictatures bourgeoises, sous forme de capitalisme bureaucratique d'État. Ces erreurs doivent être reconnues et comprises si l'on veut progresser vers le communisme.

Car le communisme (ou sa première phase, le socialisme) ne doit pas être cette caricature des pays de l'Est avant la chute du Mur : des travailleurs faisant la queue devant les magasins alors que la bourgeoisie d'État, dans ses beaux quartiers, jouissait des biens de ses magasins spéciaux. Le Parti n'ayant de communiste que le nom, la société socialiste ayant dégénéré en capitalisme d'État. Le communisme (c'est-à-dire la disparition des

différences de classe, des classes et des États) ne pouvant exister réellement qu'après des dizaines d'années de lutte à l'échelle de la planète. Lutte dont l'objectif est de transformer les fondements économiques, l'ensemble des relations sociales et la culture de l'ancienne société. Le communisme, c'est une collectivité d'hommes et de femmes librement associés et où chacun contribue à la

création des richesses et décide, avec les autres, de celles qu'il faut faire, de l'effort social à y consacrer et de leur répartition. Ce communisme sera mondial, sera une société où chacun pourra développer toutes ses capacités et s'épanouir. Alors l'humanité poursuivra son aventure collective et les temps de guerre et de misère d'aujourd'hui s'enfonceront peu à peu dans les brumes de la mémoire.



NOS AXES DE TRAVAIL AUJOURD'HUI.

1. *S'implanter dans les entreprises et les quartiers ouvriers et populaires.*
2. *Travailler dans les syndicats et autres associations ouvrières et populaires, pour l'auto-organisation et l'indépendance du mouvement ouvrier.*
3. *Travailler à l'unité de la classe ouvrière (français/immigrés, hommes/femmes, jeunes/anciens,...).*
4. *Défendre les droits et les acquis de la classe ouvrière, et les élargir.*
5. *Contre les menées de l'impérialisme français: néo-colonialisme, aventures guerrières travesties ou non en humanitaire, guerres de conquête économique, financière ou industrielle.*
6. *Contre la construction de l'impérialisme européen.*
7. *Faire vivre une solidarité internationaliste aux luttes prolétaires dans le monde.*
8. *Contre le réformisme ancien ou nouveau pour l'unité des travailleurs exploités, avec ou sans travail.*
9. *Lier les luttes économiques, sociales et culturelles à la lutte politique contre la bourgeoisie.*
10. *Pour la construction d'un nouveau Parti communiste révolutionnaire, pour l'élaboration d'un programme communiste.*

NOS AXES REVENDICATIFS.

Face aux restructurations permanentes. *Zéro licenciement, maintien des postes de travail.*

Face au chômage. *Travailler moins, pour travailler tous. Réduction du temps de travail (32 heures, 30 heures...) sans perte de salaire, sans flexibilité, ni annualisation, avec embauche des chômeurs. Pour les chômeurs un revenu garanti au moins égal au salaire minimum.*

Face à la précarité. *Non à l'intérim et à l'intermittence : embauche en fixe à durée indéterminée.*

Face à l'appauvrissement. *Pas de salaire en dessous de 1 200 euros ; pas de*

salaires ou autres rémunérations au-dessus de 3 000 euros ; travail égal, salaire égal pour les femmes, les jeunes ou les immigrants.

Retraite à 55 ans à taux plein, avec embauche des jeunes. Possibilité de travail réduit ou à mi-temps pour ceux qui veulent et/ou peuvent continuer.

Conditions de travail. Elles sont de plus en plus épuisantes par leurs rythmes, leur implication du corps et de l'esprit, par l'éloignement du lieu de travail, par la pression hiérarchique, par le machisme... Elles demandent donc une résistance quotidienne pour en limiter la dureté, l'écrasement.

Santé. Gratuité totale des soins.

Immigration. La plupart du temps, elle est contrainte. Les immigrants font bien souvent partie du prolétariat. Travailler à son unité exige l'égalité complète en droits.

Femmes. Des revendications économiques, sociales et politiques visant à l'égalité avec les hommes. Là aussi, l'objectif est de favoriser l'unité économique, politique et culturelle des travailleurs..

Enfant et jeunesse. Favoriser leur épanouissement physique et intellectuel ; repousser toutes formes d'oppressions sociales ou parentales ; leur apprendre à lier la pratique à la théorie ; et favoriser leur lien avec la classe ouvrière, avec ses luttes et ses objectifs révolutionnaires.

Démocratie. Défendre les droits des travailleurs, les développer dans le sens de l'égalité de tous (femmes-hommes, immigrés-français, jeunes-vieux), tant dans le domaine politique qu'économique.

Écologie. « Verts parce que rouges ». Les transformations de la nature doivent être au service des êtres humains et non au service de l'accumulation capitaliste.

Politique internationale. Contre l'Europe en construction qui ne peut être qu'impérialiste, pour l'union entre les travailleurs d'Europe et du monde entier.



SOMMAIRE

La bourgeoisie à l'offensive	4
Attaques à l'échelle planétaire	5
Une offensive également idéologique	6
Construction d'un impérialisme européen	6
Faiblesse de la classe bourgeoise	7
La crise politique se développe	8
Une classe ouvrière aux résistances éclatées	10
Illusions perdues sont forces nouvelles	12
Une conscience qui s'éveille	14
Tous ensemble !	15
Tous ensemble ?	16
Une petite bourgeoisie qui proteste	16
Entre réformisme et révolution	18
Nos tâches politiques aujourd'hui	21
Nos tâches politiques de demain	24
Nos axes de travail aujourd'hui	26
Nos axes revendicatifs	26

.....

4E TRIMESTRE 2004